Amérique du Sud

▶▶▶ Les politiques ultralibérales du gouvernement ont suscité une relative contestation. Dès le 24 janvier, soit seulement quarante-cinq jours après son arrivée au pouvoir, Javier Milei était confronté à sa première grève générale, à l'appel de la principale centrale syndicale du pays, la Confédération générale du travail, et d'autres syndicats et organisations de gauche. Un record de précocité, depuis le retour à la démocratie, en 1983.

Au mois d'avril, des milliers de personnes ont défilé à travers le pays, pour défendre l'université publique. Au mois d'octobre, différents établissements supérieurs publics ont été occupés par des étudiants s'opposant à la non-revalorisation du budget des universités. Cependant, le mouvement s'est essoufflé et Javier Milei affichait une cote de popularité confortable et en hausse, autour de 50 %, en fin d'année.

CONTRE LES IDÉAUX DE PROGRÈS

Par ailleurs, le président ultralibéral a poursuivi sa *« bataille culturelle »*, en référence à sa lutte contre toute forme de progressisme (droits sociaux, politiques de mémoire, féminisme, droits des minorités sexuelles, écologie...). Devant l'Assemblée générale de l'ONU, au mois de septembre, il a vilipendé l'Agenda 2030, un texte adopté en 2015 par les Etats membres de l'organisation internationale promouvant notamment l'*« égalité de genre »* et l'*« action pour le climat »*. Afin de s'appuyer sur une diplomatie acquise à son idéologie et sa vision du monde – avec un alignement sur les Etats-Unis et Israël –, Javier Milei entend mettre la diplomatie au pas. Il a ainsi limogé Diana Mondino, alors ministre des affaires étrangères, le 30 octobre, et annoncé un *« audit »* idéologique des diplomates.

Javier Milei s'est réjoui de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis où il a effectué un déplacement dès le 14 novembre, afin de féliciter personnellement le président élu, auquel il voue une profonde admiration. Il s'agit du premier chef d'Etat à lui avoir rendu visite après son élection. Le gouvernement argentin espère une aide des Etats-Unis – sous la forme d'un éventuel nouveau prêt – dans le cadre du remboursement de sa dette auprès du FMI (45 milliards de dollars, soit environ 42 milliards d'euros, contractés en 2018). ■

FLORA GENOUX

BOLIVIE

CHEF DE L'ÉTAT Luis Arce
SUPERFICIE 1 099 000 km²
POPULATION (HAB.) 12,4 millions
PIB (MD $) 48,2 **CROISSANCE** 1,6 %
CHÔMAGE 5 %
MONNAIE boliviano (0,13 €)
ÉMISSIONS DE CO_2 (T/HAB.) 1,9 (133e)

La lutte pour le contrôle du Mouvement pour le socialisme (MAS) entre l'ex-président Evo Morales (2006-2019) et son ancien ministre de l'économie et président du pays, Luis Arce, élu en 2020, s'est intensifiée en Bolivie en 2024, jusqu'à paralyser le pays.

Evo Morales a fait l'objet de plusieurs mesures mettant à mal sa candidature à la présidentielle de 2025, qu'il convoite toujours. Le 10 octobre d'abord, un mandat d'arrêt a été émis contre lui pour *« viol, trafic et traite d'êtres humains »* en raison d'une relation qu'il aurait eue avec une adolescente de 15 ans alors qu'il était au pouvoir. Le 1er novembre ensuite, le Tribunal constitutionnel a confirmé l'interdiction pour M. Morales de se présenter à un nouveau mandat présidentiel.

En octobre 2023, lors d'un congrès du MAS, le parti qu'il a créé et dirigé pendant plus de deux décennies, qu'il avait convoqué sans la présence du président Arce, Evo Morales avait été désigné dirigeant et *« candidat unique »* du parti. Sept mois plus tard, en mai 2024, les partisans d'Arce avaient alors organisé leur propre congrès à El Alto et désigné un des proches du chef de l'Etat, Grover Garcia, comme dirigeant du parti. A la mi-novembre, le Tribunal constitutionnel a tranché, validant le nom de M. Garcia et écartant Evo Morales.

TENTATIVE D'ASSASSINAT

M. Arce, qui a affronté en juin une tentative de coup d'Etat par le chef de l'armée, Juan José Zuñiga, est accusé par les partisans de l'ancien président de mener une *« persécution »* contre Evo Morales. Pendant plusieurs semaines, ils ont coupé plusieurs routes du pays. Le 27 octobre, M. Morales a accusé le gouvernement de tenter de l'assassiner lors d'une fusillade contre le véhicule où il se déplaçait. Début novembre, ses partisans ont pris d'assaut trois casernes situées dans le fief politique d'Evo Morales à Chapare, dans le centre du pays.

Ces troubles surviennent alors qu'une grave crise économique affecte le pays, qui affronte un manque de réserves en dollars et des pénuries récurrentes d'essence et de diesel, les gisements d'hydrocarbures du pays s'étant épuisés. La Bolivie doit désormais importer la majeure partie des combustibles qu'elle consomme et qu'elle subventionne fortement, utilisant pour cela les réserves en dollars. De nombreuses manifestations ont eu lieu en 2024, en particulier dans la région de Santa Cruz (est), fief de l'opposition d'extrême droite, mais aussi à La Paz, la capitale, où des milliers de personnes ont protesté, fin novembre, contre l'inflation et le manque d'aliments et d'essence.

Face au manque de devises, dont les réserves actuelles représentent un dixième de celles de 2014, Luis Arce a décidé de libéraliser les exportations – fortement contraintes jusque-là – ainsi que le marché de combustibles, des mesures considérées comme tardives.

14 MILLIONS D'HECTARES EN FUMÉE

Dans ce contexte, le pays a subi pendant quatre mois les pires incendies de son histoire : selon les autorités, 9,8 millions d'hectares de forêts tropicales et de pâturages sont partis en fumée, tandis que la Fondation Tierra estime cette superficie à 14 millions d'hectares. De nombreuses villes ont été affectées par l'intense fumée, y compris La Paz et El Alto, situées à 4 000 mètres d'altitude. L'état de *« catastrophe naturelle »* a été déclaré le 30 septembre. L'origine des incendies est principalement le défrichage de terres pour les mettre en culture.

Dans les zones touchées, le président Arce a déclaré une *« pause environnementale »*, c'est-à-dire l'interdiction de déclencher des feux agricoles, pendant dix ans, mais les experts doutent que cette mesure soit applicable.

Après une croissance de 3,1 %, en 2023, le FMI prévoit une croissance modérée (+ 1,6 %) pour 2024, bien en deçà des 3,71 % sur lesquels le gouvernement avait tablé. L'inflation de 6 % en fin d'année est le taux le plus haut depuis l'instauration de la parité entre le boliviano et le dollar (à 6,9 bolivianos pour 1 dollar) en 2011. ■

ANGELINE MONTOYA

BRÉSIL

CHEF DE L'ÉTAT Luiz Inácio Lula da Silva
SUPERFICIE 8 515 000 km²
POPULATION (HAB.) 211,9 millions
PIB (MD $) 1 188,4 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE 7,2 %
MONNAIE real (0,15 €)
ÉMISSIONS DE CO_2 (T/HAB.) 2,2 (125e)

Un premier bilan d'étape a débuté pour Luiz Inacio Lula da Silva (Lula), arrivé le 1er janvier 2024 à mi-parcours de son mandat. Et si l'on en croit les principales données, les résultats obtenus par le président de gauche sont plutôt flatteurs. Selon le FMI, le pays devait connaître en 2024 une croissance de son PIB de 3 % et une inflation stabilisée à 4,3 %. Le taux de chômage a atteint au mois d'octobre les 6,4 %, soit son meilleur niveau depuis fin 2013.

Le gouvernement a par ailleurs obtenu des résultats probants en matière environnementale. La déforestation en Amazonie est à son plus bas niveau depuis neuf ans, avec 6 288 kilomètres carrés de forêt détruits entre août 2023 et juillet 2024, soit 30,6 % de moins que l'année précédente, et moitié moins que les scores dramatiques atteints durant la présidence du dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2023). Toujours populaire à l'international, Lula continue de sillonner le monde. Point d'orgue de ce retour sur la scène internationale, Rio de Janeiro a accueilli au mois de novembre la réunion des pays du G20.

Et pourtant, sur le plan intérieur, les choses sont autrement compliquées pour l'ancien syndicaliste ouvrier. Les élections municipales du mois d'octobre, « midterms » brésiliennes, ont vu le triomphe des partis de la droite et de l'extrême droite. Les formations du Centrao, composé d'une douzaine de formations conservatrices et opportunistes, gouverneront désormais 63 % des 5 569 villes du pays. Le Parti social démocratique (PSD), victorieux dans 891 municipalités, et dirigé par l'ancien maire de Sao Paulo Gilberto Kassab, est arrivé en tête de ce scrutin, où a également fortement progressé le Parti libéral (PL) de Jair Bolsonaro. Ce dernier est parvenu à faire élire 517 maires, contre 351 au précédent scrutin, en 2020. A l'inverse la gauche a subi une lourde déroute, et ne l'a emporté que dans 752 villes contre 863 en 2020. Le Parti des travailleurs (PT), fondé par Lula, a sauvé l'honneur en conquérant 252 mairies contre 184 lors des dernières élections.

LES BOLSONARISTES AU TOURNANT

L'événement est une alerte pour le président de gauche, à deux ans du prochain scrutin présidentiel. Condamné à une peine d'inéligibilité de huit ans après ses attaques contre le système d'urnes électroniques, Jair Bolsonaro ne pourra certes pas se présenter à l'élection suprême – en théorie. Mais, à l'extrême droite, les prétendants ne manquent pas pour se substituer au leader empêché. Ainsi le puissant gouverneur de Sao Paulo, Tarcisio de Freitas, ancien ministre des infrastructures de M. Bolsonaro et vu comme techniquement compétent, ou la propre épouse de l'ex-président, Michelle Bolsonaro, très populaire dans l'électorat évangélique. Mais la révélation du scrutin demeure Pablo Marçal, candidat de l'extrême droite populiste à la mairie de Sao Paulo, et qui manqua de peu de se qualifier pour le second tour. Condamné ou poursuivi pour vol aggravé et blanchiment d'argent, ce coach en ligne de 37 ans, évangélique aux muscles travaillés, cartonne chez les jeunes, les petits entrepreneurs et les classes populaires. Prodige des réseaux sociaux, il s'est taillé une aura nationale. Certains sondages le placent au second tour en 2026 face à Lula.

L'extrême droite brésilienne a par ailleurs retrouvé espoir avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, allié de Jair Bolsonaro. Ces derniers espèrent que le républicain mettra une pression maximale sur Lula et la justice brésilienne afin d'obtenir une amnistie pour leur champion ainsi que pour les émeutiers putschistes du 8 janvier 2023, ayant saccagé les institutions de Brasilia, et condamnés pour certains à de lourdes peines de prison. Donald Trump pourrait, comme en 2019, augmenter les taxes sur l'acier et l'aluminium venant de Brasilia, ou pousser la Réserve fédérale (la banque centrale américaine) à relever son taux directeur, avec des conséquences potentiellement néfastes sur l'économie brésilienne et le bilan de Lula.

Les bolsonaristes comptent enfin sur l'appui d'Elon Musk, dans un pays très vulnérable à la désinformation. Starlink domine la moitié du marché de l'Internet satellitaire au Brésil et 22 millions d'usagers locaux fréquentent X, plateforme dont l'utilisation a été suspendue en 2023 par la justice au nom de la lutte contre la désinformation.

Mais rien ne dit que les bolsonaristes obtiennent satisfaction. Le 13 novembre 2024, le pays a été confronté à une tentative d'attentat contre le Tribunal suprême fédéral (STF) par un partisan d'extrême droite équipé d'explosifs. L'homme, perturbé psychologiquement, a tenté en vain de s'introduire à l'intérieur de l'institution avant de se faire exploser, pour des raisons encore floues. Loin d'obéir aux injonctions, les juges du STF devraient se montrer d'autant plus inflexibles que leur institution a été à nouveau attaquée.

Autre complication pour l'extrême droite, l'ancien président Bolsonaro a *« participé activement »* à un projet de coup d'Etat visant à empêcher le retour au pouvoir de la gauche en allant jusqu'à faire empoisonner son successeur Lula après l'élection de 2022, selon un rapport de police publié fin novembre 2024. La police a recommandé son inculpation. Il risque jusqu'à vingt-huit ans de prison.

APOCALYPSE CLIMATIQUE

L'année 2024 a également été celle d'une véritable apocalypse environnementale pour le Brésil, situé plus que jamais sur la ligne de front du changement climatique. Victime d'une sécheresse record, le pays a connu 243 000 incendies entre les mois de janvier et d'octobre (dont la moitié en Amazonie). Le nombre d'incendies a explosé durant la même période dans les savanes du Cerrado (+ 69 % par rapport à 2023) ou dans les marécages du Pantanal (+ 639 %), recouvrant le géant latino-américain d'une épaisse couche de fumée. Dans certaines villes, comme Porto Velho (Amazonie), le taux de particules fines (PM2,5) a dépassé 339 microgrammes par mètre cube, soit 68 fois la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé sur une année.

Une partie du pays a par ailleurs suffoqué à la suite d'une succession sans précédent de vagues de chaleur, avec des températures de 3 à 5 °C supérieures à la normale dans les Etats du Centre-Ouest et du Sud-Est au mois de mai. La chaleur ressentie a dépassé les 60 °C dans certains quartiers de Rio de Janeiro au mois de mars. Dans le sud du Brésil, l'Etat du Rio Grande do Sul a quant à lui été submergé par des inondations massives, qui ont ravagé la capitale régionale, Porto Alegre – 183 morts ont été recensés.

A 79 ans, Lula songe sérieusement à se présenter au scrutin 2026. Mais son état de santé le lui permettra-t-il ? Le chef de l'Etat brésilien, qui se dit assuré de *« vivre 120 ans »*, a effectué au mois d'octobre une chute sévère dans sa salle de bains, qui a occasionné une blessure à l'arrière de la tête et plusieurs points de suture. L'événement a été finalement décrit comme sans gravité par les autorités, et le dirigeant s'est contenté de quelques semaines sans voyager. Mais l'accident a ravivé le débat sur la succession et sur l'héritage de Lula. Dénué de majorité dans un Congrès dominé par les conservateurs, le président de gauche peine à faire passer des mesures portant sa marque. Depuis janvier 2023, malgré la restauration des principaux programmes sociaux et à part quelques mesures fiscales importantes, aucune réforme de gauche n'a été votée. Le gouvernement peine à communiquer sur sa politique et accuse un fort déficit dans l'usage des réseaux sociaux en comparaison avec l'extrême droite. Selon l'institut Datafolha, à peine 36 % des Brésiliens jugeaient positivement l'action de Lula en octobre 2024. Loin, très loin des sommets de popularité ayant marqué la fin de ses deux premiers mandats (2003-2011). ■

BRUNO MEYERFELD

CHILI

CHEF DE L'ÉTAT Gabriel Boric
SUPERFICIE 756 000 km²
POPULATION (HAB.) 19,7 millions
PIB (MD $) 328,7 **CROISSANCE** 2,5 %
CHÔMAGE 8,5 %
MONNAIE peso chilien (0,0009 €)
ÉMISSIONS DE CO_2 (T/HAB.) 3,9 (86e)

Au mois de février 2024, le Chili a connu les incendies les plus meurtriers de son histoire récente. Ils ont ravagé le centre du pays, notamment la région de Valparaiso (116 km à l'ouest de Santiago). ▶▶▶